



FSU Oise

Déclaration liminaire CSAD du 02-09-25

Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-D,

À l'heure où s'ouvre ce Comité Social d'Administration Départemental, la FSU souhaite rappeler le contexte difficile dans lequel se déroule cette rentrée scolaire, tragiquement endeuillée par le suicide d'une collègue du 1er degré. Une enquête récente de la FSU, rappelée ces jours derniers dans *Le Monde*, nous montre la réalité du terrain : "fatigue, lassitude, résignation, désarroi". Sur 10000 enseignant·es interrogé·es, presque 70% ont déjà pensé à démissionner ; pourtant, plus de 90% disent "aimer leur métier".

Nos collègues de primaire, comme de secondaire, enseignant·es, AESH, des services médico sociaux, affrontent une dégradation continue de leurs conditions de travail : effectifs trop lourds dans de nombreuses classes, suppressions de postes masquées derrière des compléments de service imposés ou justifiées par une baisse démographique dont on devrait justement profiter, manque criant de remplaçant·es, multiplication des tâches administratives. Ces réalités pèsent directement sur la qualité du service public d'éducation, sur le suivi pédagogique des élèves et sur la santé des personnels. Beaucoup de collègues sont en situation de souffrance.

Dans le secondaire, la FSU dénonce l'accroissement des inégalités entre établissements. Les dotations horaires globales, souvent insuffisantes, obligent à des arbitrages contraints, au détriment des options, des dispositifs d'aide et des projets pédagogiques. Cette logique met en concurrence les équipes et nie le principe d'égalité d'accès aux enseignements pour toutes et tous les élèves du département.

Par ailleurs, les réformes imposées, qu'il s'agisse du collège ou du lycée, alourdissent la charge des enseignant·es et fragilisent leurs métiers. La réforme du lycée BLANQUER produit ses effets discriminants auprès des élèves les plus en difficulté, auprès des jeunes filles, affaiblit les disciplines scientifiques et mathématiques et les sparadraps de la rentrée n'y changeront rien. Pour ce qui est du Bac BLANQUER il en va de même, un grand oral qui n'a que peu de sens et verra son coefficient rogné pour les maths, discriminant un peu plus les séries technologiques.

Dans le primaire, toujours plus d'élèves dans les classes, toujours moins de moyens pour les prendre en charge, des salaires qui baissent en euro constant pour un tiers d'entre nous selon le dernier rapport de la DEPP, des évaluations incessantes, des changements de programme à tout bout de champ sans temps de formation adéquat, des formations massivement rejetées par nos collègues car vides de sens ou mal amenées, et jamais aucun outil pour travailler, sauf à dépenser sur nos maigres salaires et nos vacances. L'absence de reconnaissance salariale et le gel de la valeur du point d'indice creusent encore davantage le fossé entre les ambitions affichées et la réalité vécue.

Mais tout ceci est bien normal, c'est même trop visiblement, puisque cette année encore le budget prévu et l'austérité annoncée percutent les services publics. Les gouvernements successifs dont les directions des services déconcentrés sont le reflet loyal, par adhésion ou par obligation, ne nous renvoient que du mépris.

C'est d'ailleurs dans ce contexte de mépris que, débordant tout cadre partisan ou syndical, des appels à bloquer ces politiques délétères ont été lancés. La FSU appelle toutes et tous les collègues du département à se mettre en grève le 10 et le 18 septembre, afin de changer radicalement de façon de penser notre société.

La FSU réaffirme solennellement, devant les membres de l'administration départementale, son exigence :

-des moyens humains et matériels à la hauteur des besoins, à savoir des ouvertures de classe dès que la moyenne dépasse 22 élèves par classe, 18 en éducation prioritaire, en classe multiniveaux et en rural ; des ouvertures de division en collège dès 20 par classe et 16 en Éducation prioritaire, en lycée dès 24 par classe et 20 en EP.

- une vraie politique de recrutement ambitieuse et pérenne, notamment pour le remplacement
- le respect des statuts et des missions des personnels,
- une véritable amélioration salariale pour tous.

Nous dénonçons régulièrement en CDEN le financement du privé par le Conseil départemental au-delà des impositions par la loi déjà scandaleuses. Le recteur annonce des inspections des établissements privés : la FSU demande à être destinataire des bilans d'inspection qui devraient être diligentées dans les établissements privés de l'Oise.

Nous demandons que les instances ne soient pas de simples chambres d'enregistrement, mais un lieu d'échanges réels, où la parole des représentant·es des personnels est entendue et prise en compte. Les décisions qui y sont préparées engagent l'avenir des établissements, des élèves et des enseignant·es de notre département ; elles doivent être guidées par le souci de justice, d'équité et de respect du service public d'éducation.

La FSU restera vigilante et portera avec détermination la voix des personnels qu'elle représente, en cette rentrée et tout au long de l'année.